

L'IDENTITÉ BRETONNE AUJOURD'HUI

Il est plus facile de décrire ce que l'identité bretonne n'est pas que ce qu'elle est. Et en premier lieu, elle n'est plus — pour l'immense majorité des Bretons — un cauchemar. Mais, en second lieu, elle n'est toujours pas quelque chose de simple.

Pour beaucoup de nos ancêtres et certains de nos contemporains, être breton fut un cauchemar. Car les Bretons ont été présentés pendant des siècles comme des sauvages arriérés et obstinés qui bafouillaient un patois stupide. Ainsi, Balzac les jugeait « plus pauvres de combinaisons intellectuelles que ne le sont les Mohicans et les Peaux-Rouges ». En outre les Bretons étaient tenus pour superstitieux, attachés à des idées et à un mode de vie révolus ; bref, insensibles à l'éclat universel de la pensée française... « Entouré de lumières dont la bienfaisante chaleur ne l'atteint pas, ce pays ressemble à un charbon glacé qui resterait obscur et noir au sein d'un brillant foyer », affirmait l'écrivain tourangeau.

Toutefois Balzac — ainsi que beaucoup d'autres auteurs moins illustres qui ont parlé de la Bretagne — oubliait ou ignorait que, dès 1675, les paysans bretons avaient devancé la Révolution française en se levant contre la totalité de l'ordre féodal, clérical et monarchique. Il oubliait également l'enthousiasme qu'avaient montré les Bretons pour la Révolution, avant d'en être finalement déçus. De plus, il confondait allègrement toute la Bretagne — dont une grande partie a pourtant constamment été « bleue » puis « rouge » — avec la Vendée royaliste. Toujours est-il néanmoins que, pendant des siècles, la Bretagne a été associée dans les esprits à la contre-révolution monarchiste et cléricale et que le breton a été considéré comme la langue de la réaction. Et c'est à la lumière de ces préjugés ethnocentriques que la culture bretonne a été combattue par la République. Les Bretons les plus instruits, devenus instituteurs, ont été les auxiliaires zélés de la politique de lutte de l'école laïque contre la langue bretonne. Par ailleurs, contrairement à certaines idées reçues, l'école confessionnelle n'a généralement pas fait mieux. La masse des Bretons a ainsi pu « comprendre » qu'être breton, c'était en quelque sorte être un Français inférieur et que la langue bretonne était « la corde qui attache la chèvre à son pieu », c'est-à-dire l'obstacle qui interdit toute promotion sociale. Cette langue, la plupart des Bretons l'ont donc abandonnée en quelques décennies.

Or, aujourd'hui, l'image symbolique de la Bretagne est inversée. Si parler breton en 1958 était « plouc », en 1998, c'est devenu « branché ». Comment comprendre ce retournement ? Il est pour partie le fruit de l'effort : les militants de la langue et de la culture bretonnes sont parvenus à relever le breton, à le doter d'une riche littérature et à forger les outils qui en font une langue de notre temps. Surtout, alors qu'il avait progressivement été confiné à l'univers de la vie privée où il était menacé de mort

Article publié dans le numéro 100 de la revue *ArMen* en janvier 1999

rapide, ils ont réussi à l'installer sur la place publique : le breton, désormais, est enseigné, affiché et médiatisé. Ce combat pour la langue fait partie d'un mouvement beaucoup plus large, qui concerne l'ensemble de la culture bretonne, et notamment la musique et la danse. Et l'écho que les zéloteurs de la culture bretonne rencontrent dans la population est à présent massif. Ceci s'explique pour partie par la qualité de l'offre culturelle bretonne : beaucoup des artistes et des militants culturels bretons de la fin des années 1990 sont le produit (direct ou indirect) du renouveau culturel des années 1960 et 1970. Ils disposent d'un solide bagage culturel et leur production, quelle qu'elle soit, « tient la route ».

Mais on ne peut bien comprendre la vague bretonne actuelle qu'en la situant dans un contexte planétaire. La chute du mur de Berlin et la disparition de la bipolarisation politique du monde ont des conséquences qui dépassent la vie politique. D'une part, comme cela s'est produit lors de l'écroulement d'autres empires, l'effondrement de l'ex-Union soviétique provoque une effervescence nationaliste dans son ancienne zone d'influence. D'autre part, n'ayant plus de contrepoids, l'influence culturelle des États-Unis d'Amérique se renforce. Le sentiment se répand d'une accélération de l'uniformisation culturelle du monde. Et face à la propagation du modèle américain, notamment par le biais du cinéma, de la télévision et de la musique, chacun cherche à affirmer — parfois violemment — son originalité. Dans certains pays du Tiers-monde, l'opposition à la première puissance économique du globe se fait désormais non plus au nom du marxisme, mais en celui d'un fondamentalisme religieux extrémiste.

Les Bretons comme les autres ressentent une impression de nivellement culturel et, quand ils cherchent ce qui leur reste d'originalité culturelle, à la fois pour se distinguer du reste du monde et pour lui apporter leur pierre, ils s'aperçoivent qu'en définitive il ne subsiste plus grand-chose de leur singularité... Ils sont presque devenus des Occidentaux comme les autres. Mais ils s'accrochent à ce « presque » et — après l'avoir longtemps refoulé — le cultivent. D'où l'explosion de la demande de cours de breton ou le succès inédit des *festou-noz*, ces fêtes traditionnelles largement remaniées et adaptées au goût du jour.

Il n'est cependant pas simple d'être breton aujourd'hui. D'abord parce que chacun doit construire son identité de son côté : de nos jours, cette identité se produit plus qu'elle ne se reproduit. Les Bretons savent bien qu'ils ne sont pas conformes (heureusement !) à l'imagerie d'Épinal de la Bretagne, qui va des costumes traditionnels à la consommation de crêpes et de cidre, en passant par nombre d'autres stéréotypes. Ceux d'entre eux qui paraissent « naturellement » bretons, parce qu'ils sont nés en Bretagne de parents bretons et qu'ils cumulent certaines originalités objectives (comme le fait de pratiquer un métier rural traditionnel ou de parler breton ou gallo), ne se « sentent » pas nécessairement bretons et ne défendent pas forcément l'originalité culturelle de la Bretagne. En revanche, ceux qui se « sentent » ou se veulent bretons sont souvent très éloignés du mode de vie traditionnel dont la caricature a fait le « type breton ». D'origine parfois extérieure à la péninsule, vivant souvent en milieu urbain et n'ayant pas eu le breton comme langue maternelle, ces personnes doivent donc « bricoler » leur bretonnité. Et leur « bricolage » mêle, dans des proportions variables, l'héritage culturel

Article publié dans le numéro 100 de la revue *ArMen* en janvier 1999

des générations précédentes à divers traits de la société contemporaine. Ce bricolage n'est pas « ethnociste » si l'on peut dire, c'est-à-dire qu'il ne vise pas au repli sur soi et n'est pas interdit à l'autre. Ainsi, de nombreux interlocuteurs m'ont affirmé que quiconque aime la Bretagne, ses paysages ou sa culture peut devenir breton. Selon la formule d'une des personnes que j'ai interviewées, ce qui compte en Bretagne n'est ni le droit du sang ni le droit du sol, c'est « le droit du cœur ». Et si la Bretagne existe aujourd'hui, c'est grâce à ces efforts de composition d'une identité que mènent de multiples Bretons, en Bretagne et ailleurs. Car les Bretons ne constituent pas un ensemble reconnu par l'État français.

En France, au nom d'un magnifique principe universaliste, n'existent que l'État, d'une part, et le peuple souverain, d'autre part, lequel est exclusivement composé d'individus. Aucune collectivité ou communauté n'est reconnue, qui soit intermédiaire entre l'individu et « la nation » ; pas plus la Bretagne que le Pays basque, ou que la communauté immigrée originaire de tel ou tel pays. On ne peut que comprendre, et même s'émerveiller, du principe qui inspire cet état de fait : l'égalité absolue de tous les citoyens. En revanche, la réalité qui en découle est discutable. La culture bretonne, qu'il s'agisse de la langue, de l'histoire, de la musique, de la danse ou des beaux-arts, ne peut se transmettre efficacement que de façon publique, à l'école et par le biais des médias (publics). La langue ne subsistera que si une place lui est reconnue dans la vie publique. De plus, dans le contexte actuel de concurrence économique, les intérêts collectifs des Bretons ont besoin de s'exprimer directement dans les lieux où les décisions sont prises — notamment à Bruxelles —, faute de quoi ils risquent d'être négligés. C'est le cas pour les *Länder* allemands, par exemple. Pourquoi pas pour les régions françaises ?

Aujourd'hui, la Bretagne bouillonne d'initiatives économiques et culturelles. Les Bretons sont en quête de leur propre identité et parfois l'affirment ou l'affichent. Tout cela est signe de vitalité, tant que l'affirmation de soi ne s'accompagne pas de la négation d'autrui. Mais il faudra bien que les Bretons osent un jour donner une dimension politique à leur vif sentiment d'appartenance. Et aujourd'hui, ils ont peur de le faire. Ils savent que le patriotisme est souvent égoïste et intransigeant. Ils refusent l'intolérance, la violence et le repli sur soi. Et ils croient les débusquer en eux-mêmes. On ne manque pas, d'ailleurs, de les y inciter. Pourtant, la force du sentiment breton alliée à la modération qui caractérise les Bretons ne pourraient-elles pas, précisément, déboucher sur une solution politique nouvelle, utile aux Bretons, mais aussi à d'autres peuples ? Car il existe à travers le monde beaucoup plus de peuples, de nations et de minorités de toute sorte qu'il y aura jamais d'États. L'humanité n'est-elle pas en mesure, aujourd'hui, de trouver des solutions politiques nuancées garantissant à toutes ces minorités les droits économiques, culturels et politiques qui leur font défaut sans pour autant créer de nouveaux États ? Et dans le cadre européen, la Bretagne ne pourrait-elle pas, enfin, exister et donner toute sa mesure ?

Ronan Le Coadic